



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 1^{er} avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAO CEREALES

lieu-dit "Bois Renaud"
86400 Val-De-Comporté

Références : 2026 481 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mars 2026 dans l'établissement SAO CEREALES implanté lieu-dit "Bois Renaud" 86400 Val-de-Comporté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAO CEREALES
- lieu-dit "Bois Renaud" 86400 Val-de-Comporté
- Code AIOT : 0007203053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 8 novembre 1990. Il comprend 3 silos « comble » de stockages avec des accès routier et fer. Les installations sont composées ainsi :

- silo 1 : 7 cellules métalliques verticales numérotées C11 à C17 de 4 000 m³ chacune datant de 1981,
- silo 2 : 7 cellules béton verticales numérotées C21 à C27 de 5 900 m³ chacune datant de 1984,
- silo 3 : 10 cellules béton verticales numérotées C31 à C39 + C310 de 6 500 m³ chacune datant de 1990,

- un magasin de stockage actuellement dédié uniquement au stockage de matériels agricoles et de matières combustibles d'une capacité inférieure à 500 t sur lequel sont implantés des panneaux photovoltaïques, sans activité classée à l'intérieur.

S.A.O est un prestataire de service pour les coopératives agricoles Ocealia (30%) et Néolis/Terrena (70%).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Foudre – Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2021, article 7	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Audit de solidité - Tirants présents dans les silos	Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2021, article 5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Empoussièrem ent	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Demande d'action corrective	15 jours
4	Lutte incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/01/2021, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Descriptifs des produits autorisés et des volumes	AP Complémentaire du 19/01/2021, article 2
6	Registre des précurseurs d'accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
7	Formation du personnel aux situations d'urgences	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le silo, dans certaines parties, est très empoussiéré. L'exploitant doit être vigilant sur le nettoyage des installations surtout les parties inaccessibles par les employés du silo non formés au travail en cordée.

L'exploitant doit suivre l'ensemble des contrôles réglementaires (électricité et foudre par exemple) et lever les non-conformités associées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Foudre – Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2021, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre – Vérification périodique – Suite ERS3
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p><i>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</i></p> <p><i>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section III relative aux dispositions relatives à la protection contre la foudre de certaines installations classées, s'appliquent .</i></p> <p><i>Notamment, l'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF)</i> [...] <i>En fonction des résultats de l'ARF, une étude technique est réalisée au plus tard deux ans après la réalisation de l'ARF</i> [...] <i>La vérification des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard 6 mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent</i> [...] <i>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</i></p>
Constats : <p>Reçu par mail le 20 mars 2026, le rapport de vérification complète des installations contre la foudre datant du 16 septembre 2025 émis par l'Apave qui fait état de 6 observations. Bien que le contrôle ait été effectué il y a 6 mois, seule 1 non-conformité aurait été levée selon l'exploitant. En outre, il apparaît que 5 observations sont récurrentes.</p> <p>De plus, l'étude de dangers du 30 octobre 2017 indique en son annexe 5 (analyse technique foudre) que les protections foudre existantes ne répondent pas à la législation foudre en vigueur, arrêté de 2011 et circulaires d'applications de 2008, mais à celle de 1993 abrogée depuis. Des mises en conformités de protection sont donc nécessaires, définies dans l'étude technique foudre du 29 septembre 2017 qui conclue à des protections contre les effets directs et indirects insuffisantes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant réalise la mise en conformité complète des dispositifs de protection contre la foudre</p>

puis une vérification complète des installations de protection contre la foudre par un organisme agréé.
Il est proposé une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Audit de solidité - Tirants présents dans les silos

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 janvier 2021, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Tirants dans les silos - Suite ERS4

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les actions à engager suite au premier audit de solidité de juin 2017 doivent être réalisées immédiatement.

Constats :

L'audit de solidité de juin 2017 (annexe 14 de l'étude de dangers datée du 30 octobre 2017) relève notamment pour le silo 2 :

		Cassés et prescriptions	
Tirants cassés ou déformés	C27 - centre	Tirant de la structure de la toiture cassé	Remplacer rapidement les tirants cassés
	C26 - centre et coté	2 tirants de la structure de la toiture cassés	
	C24 - centre et coté	2 tirants de la structure de la toiture cassés	

Seules les cellules du silo 2 ont une architecture avec tirants.

Le silo 2 comporte encore le 19 mars 2026 quatre tirants de fixation de la toiture cassés en C24 et C27. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les tirants de la C26 ont été réparés. L'inspection a été en mesure de vérifier ce point. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les tirants sur le silo 2 sont cassés et qu'ils n'ont pas encore été réparés. Ce retard est dû à la difficulté d'accès à ces tirants. La cassure se fait à la jonction soudée des 2 longueurs de 6 m.

L'exploitant recherche une solution pérenne (le jour de l'inspection, il envisage de changer les tirants par d'autres dont le diamètre serait plus important ou de remplacer les 2 longueurs de 6 m par une seule de 12 m d'un m^e même tenant).

Ces casses avaient déjà été constatées lors des inspections de janvier 2020 et juillet 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant répare les 4 tirants cassés et justifie leur caractère opérationnel au niveau du silo 2. Il doit également revoir la conception de la structure afin de garantir sa bonne tenue dans le temps. Une mise en demeure est proposée

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Prescription contrôlée : <i>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.[...]</i>
Constats : Le jour de la visite, le site est globalement propre. Certaines parties difficilement accessibles (pourtour des parois des cellules) par les employés du site restent cependant empoussiérées. Le registre de nettoyage est inspecté. Les dernières interventions de nettoyage ont eu lieu le 17 mars 2026 pour le contour de la fosse du silo 3 et le 18 mars 2026 pour le toit de la benne à déchets. Le nettoyage est réalisé avec un aspirateur Atex de marque ASPI modèle IS-76 M Atex ACD. Les consignes d'utilisations du balai et soufflette sont connues du responsable silo et son adjoint et sont clairement affichées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant restera vigilant sur l'empoussièrement du site surtout les parties nécessitant un équipement spécifique (harnais, cordes etc.). Il justifiera le nettoyage des zones citées supra.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : <i>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.</i>
Constats :

<p>L'inspection consulte le rapport d'Eurofeu datant du 07 août 2024 et l'attestation Q4 : 5 extincteurs sont considérés hors d'âge.</p> <p>Également consulté le rapport du 15 octobre 2025. Eurofeu n'a pas délivré l'attestation Q4 car les extincteurs hors d'âge n'ont pas été remplacés.</p> <p>L'exploitant fournit le devis d'Eurofeu datant du 06 mars 2026, signé le jour même pour le remplacement de tous les extincteurs en défaut. L'intervention est prévue le 23 mars 2026.</p> <p>Par mail du 25 mars 2026, l'exploitant confirme que la société Eurofeu est intervenue le 23 mars 2026 pour remplacer les extincteurs et être en attente de l'attestation Q4.</p> <p>Le système de désenfumage contrôlé le 15 octobre 2025 est en bon état de fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira la facture suite au remplacement des extincteurs et l'attestation Q4.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Descriptifs des produits autorisés et des volumes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Classement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et notamment l'étude de dangers, sauf dispositions contraires contenues dans le présent arrêté [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p><i>L'installation est autorisée pour les activités suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2160-2 (stockage de céréales en silos verticaux) : Autorisation (volume de 134 000 m³) <p>L'exploitant ne déclare aucune modification des installations. Aucune activité non autorisée n'a été constatée.</p> <p>Le jour de l'inspection, le volume stocké s'élève à 29 000 m³ . Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Registre des précurseurs d'accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registre de signalement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<i>[...] Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</i>
Constats : L'inspection examine le registre. Aucun élément inscrit pour les période 2024 et 2025
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel aux situations d'urgences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : <i>[...]</i> <i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</i> <i>[...]</i>
Constats : Reçu par mail le 19 mars 2026, le registre des formations des conducteurs et de l'ensemble des personnels. Tout semble conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Électrique
Prescription contrôlée : « [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. [...] » <i>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i> • <i>l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</i> <i>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...] »</i>

Constats :

L'inspection consulte les rapports de vérification électriques émis par l'Apave datant du 21 mai 2024 et 27 mai 2025. Le certificat Q18 du 27 mai 2025 conclut que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. La coupure générale a été effectuée.

Pour 2024, 6 observations dont 4 levées selon le responsable du silo. Pour 2025, 2 observations dont une levée toujours selon le responsable du silo.

L'exploitant ne dispose pas de registre de suivi.

Le certificat Q19 du 13 juin 2025 émis par l'Apave a relevé 2 observations. Celles-ci ont été levées par Entreprise Fournier le 16 juin 2025. Facture du 30 juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera les travaux afin de lever les observations restantes et justifiera que les installations ne peuvent plus entraîner de risque incendie ou explosion en transmettant le rapport de vérification des installations électriques une fois celui-ci en sa possession.

De plus, il mettra en place un registre de suivi de maintenance des installations et transmet une copie à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois